

Recherches sociographiques



André BERNARD, *Problèmes politiques : Canada et Québec*

Luc Bernier

Volume 37, Number 2, 1996

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/057040ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/057040ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Département de sociologie, Faculté des sciences sociales, Université Laval

ISSN

0034-1282 (print)

1705-6225 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Bernier, L. (1996). Review of [André BERNARD, *Problèmes politiques : Canada et Québec*]. *Recherches sociographiques*, 37(2), 322–324.

<https://doi.org/10.7202/057040ar>

tionnel (y compris ses altérations cosmétiques) et l'indépendance, et que toute autre pseudo-solution nous embouquerait dans une autre impasse.

François ROCHER

*Département de science politique,
Carleton University.*

André BERNARD, *Problèmes politiques : Canada et Québec*, Sainte-Foy, Presses de l'Université du Québec, 1993, 178 p.

André BERNARD a publié en 1993 ce court livre portant sur cinq problèmes majeurs qui hantent la politique canadienne et québécoise : la crise de légitimité de l'État, celle des finances publiques, les controverses entourant les politiques sociales, les transformations démographiques et la contestation du fédéralisme. Ces problèmes ne sont pas neufs et ils ne seront pas (malheureusement) réglés demain. C'est ce qui fait tout le charme de leur étude et fera que ce livre vieillira très lentement.

Selon la définition offerte à l'avant-propos, les problèmes politiques sont ceux dont s'occupent les autorités. Dans sa courte introduction, Bernard élabore ce qu'il considère les particularités des problèmes politiques : ils sont complexes, interdépendants, évolutifs. La vie politique rend leur interprétation difficile, l'information disponible étant souvent trompeuse et truffée de sophismes. Leur étude est laborieuse d'autant plus que la science politique n'est pas une science exacte ou neutre et ne risque guère de le devenir. Il reprend ces éléments en conclusion.

Après cette introduction qui souligne à quel point il est difficile d'étudier « objective-ment » les problèmes politiques, Bernard plonge quand même. Il débute par la crise de légitimité de l'État. « Est légitime, dans une société, ce qui est conforme aux croyances et conceptions qui dominent dans cette société » (p. 11). Il y a crise de légitimité lorsque augmente la proportion de ceux dans une société qui n'adhèrent pas aux valeurs dominantes qui fondent la légitimité des autorités et de leurs décisions (p. 12). Les autorités des sociétés démocratiques ne peuvent gouverner sans un certain consensus. Les manifestations de cette crise peuvent prendre plusieurs formes : fausses déclarations, violence, pots-de-vin, favoritisme... Bernard énumère une série de crises à travers l'histoire et les continents. Il ajoute que sans traverser une crise de l'ampleur de celle que vit actuellement l'Algérie, par exemple, le Canada n'est pas exempté. Les causes actuelles de ces crises peuvent être les transformations économiques, les variations dans les structures de population, le vieillissement des détenteurs des postes d'autorité, la possibilité de surcharge du système, le pouvoir législatif exercé par des non-parlementaires, la faible représentativité de la majorité parlementaire ou le désarroi idéologique. Qui plus est, certains problèmes reviennent de façon cyclique.

Le chapitre 2 s'intitule « L'aggravation de l'impasse des finances publiques ». Une partie de la crise de légitimité tient à cette impasse. Alors que le premier chapitre contient un nombre

impressionnant de références, le second, sans doute inspiré du livre précédent de l'auteur, est plus personnel. Bernard semble plus inspiré par les finances publiques que par la légitimité de l'État. Il se révèle alors plus imaginatif. Nos gouvernants devraient le lire. Il évalue que le problème des dettes publiques n'est pas forcément aussi dramatique que certains le laissent entendre et que les gouvernants pourraient repenser le problème: les taux d'intérêt peuvent être baissés, une portion importante des intérêts payés aux Canadiens revient aux gouvernements en impôts, les emprunts sont une façon de gérer l'épargne, on pourrait comptabiliser à leur valeur marchande les biens possédés par les gouvernements, etc. On peut aussi se demander si une période de forte inflation ne relativiserait pas les dettes accumulées. Bernard conteste les thèses du *public choice* selon lesquelles les déficits sont causés par l'électoralisme des politiciens et la maximisation budgétaire des fonctionnaires. Il considère aussi la thèse d'O'Connor sur la crise fiscale de l'État coincé entre la légitimation et l'accumulation capitaliste, la quasi-impossibilité d'augmenter les impôts et la difficulté de compresser les dépenses compte tenu de leur nature.

Le chapitre 3 porte sur les controverses entourant les politiques sociales. Bernard constate que l'expansion de l'État-providence a cessé depuis l'arrivée au pouvoir d'équipes conservatrices au tournant des années 1980 en Grande-Bretagne, aux États-Unis et au Canada. Il souligne l'impression d'immobilisme qui prévaut et qui serait le résultat d'une stratégie de petits pas et il illustre son propos par trois exemples: la politique de la main-d'oeuvre, la politique de la sécurité du revenu et la politique de la santé et des services sociaux. L'immobilisme s'explique par le fait qu'il est plus simple pour les gouvernements de ne rien faire et de ne pas remuer le consensus existant.

Le quatrième chapitre aborde les problèmes résultant de l'évolution démographique: vieillissement de la population, dénatalité, changements de clientèles pour les autorités, poids politique des provinces canadiennes, espérance de vie du français comme langue d'usage au Canada, etc. La question de l'intégration des immigrants est également traitée.

Le dernier chapitre étudie la contestation du fédéralisme canadien. Selon Bernard, cette contestation tient en partie à l'évolution démographique des francophones mais aussi à la volonté de centralisation qui anime une part importante de la population, en Ontario surtout (p. 141). Il souligne également les bains de sang dans lesquels se sont terminées les sécessions réprimées violemment: aux États-Unis en 1865 ou au Nigéria en 1970. Les sécessions réussies sans violence sont en fait l'exception: la Norvège en 1905, Singapour en 1965 et la Slovaquie en 1993 seraient les exemples les plus cités. Bernard poursuit en disant que les fédérations sont des systèmes politiques provisoires. Il peut y avoir transition vers un système unitaire. Pour l'auteur, ce courant unitariste existe au Canada depuis bien avant 1867. Il souligne que l'accord de 1867 fut un compromis acceptable pour les parties impliquées pour des raisons divergentes. Les dirigeants anglophones ont cherché depuis à centraliser les pouvoirs que le compromis de 1867 avait laissés aux provinces. Bernard présente ensuite des thèses souverainistes québécoises.

Qu'apprend-on à lire ce livre ?

On y retrouve d'abord une présentation succincte de divers concepts utiles en science politique. Par exemple, au premier chapitre, les notions de pouvoir, d'influence et de valeur sont discutées. En lisant ce livre, on a l'impression de feuilleter les notes d'un cours où de multiples points de vue sont présentés. Certes les étudiants le parcourraient avec intérêt. C'est

sans doute pourquoi seulement 2 des 19 références à la fin sont en anglais. J'ignorais qu'il soit aussi facile d'étudier la politique canadienne dans la langue de Molière. Sur le plan du style, je n'ai pas compris l'intérêt de mentionner l'année de naissance des auteurs de certains ouvrages cités au fil du texte. Le fait de savoir que Léon Dion est né en 1922 donne-t-il plus de poids à ce qu'il a écrit ? On a un peu l'impression de lire un texte préparatoire à la refonte du classique *Système politique du Canada et du Québec* que le catalogue des PUQ et celui de Boréal (dans une version en 125 pages sur les institutions) annoncent depuis un certain temps déjà. Bernard pose le problème, critique et présente les thèses en présence mais ne va pas beaucoup plus loin. Il ne fait qu'esquisser ses préférences. Au chapitre 3 par exemple, il déplore l'immobilisme mais ne propose pas de remède dans des dossiers fondamentaux. La politique est présentée comme un jeu d'équilibre entre les forces en présence, actuellement d'égal calibre, d'où l'immobilisme. L'auteur ne prend guère parti si ce n'est qu'il tend à relativiser l'importance de certains problèmes. Il sait parfois être sarcastique comme lorsqu'il est question des commentaires d'anglophones sur le déclin du français loin des frontières québécoises (p. 137) ou sur la réforme constitutionnelle. Bernard semble par ailleurs relativement optimiste quant à la capacité de la société politique à continuer malgré ces problèmes. Cette modestie dans les commentaires limite la contribution de ce livre à la littérature existante. Le choix des problèmes n'est pas d'une originalité foudroyante mais leur traitement est réussi. En résumé, si des solutions pratiques ne sont pas proposées, le lecteur reforme ce livre mieux informé et capable de jeter un regard plus lucide sur les enjeux qui continueront à dominer l'ordre du jour des gouvernements dans l'avenir prévisible. Il reste alors à dépasser l'étape de la critique pour imaginer des solutions à ces problèmes. Même si Bernard s'y refuse, la science politique a des solutions à offrir aux autorités. Ce qui rend l'étude des organisations publiques plus intéressante que celle des organisations privées, c'est précisément que dans le public, les choix doivent être faits dans une plus grande incertitude et en s'efforçant de tenir compte de multiples impénétrables.

LUC BERNIER

École nationale d'administration publique.

Gary CALDWELL, *La question du Québec anglais*, Québec, Institut québécois de recherche sur la culture, 1994, 119 p.

Ce petit livre s'inscrit dans la série d'analyses sociologiques importantes du Québec anglais qui semblent vouloir sortir à peu près tous les cinq ans. Nous avons déjà vu *The English Fact in Quebec* de Sheila ARNOPOULOS et Dominique CLIFT (1980), *The Forgotten Quebecers* de Ronald RUDIN (1985) et *The Reconquest of Montreal* de Marc LEVINE (1990). Voici donc en 1994 ce *Diagnostic* de Gary CALDWELL qui partage avec ses prédécesseurs un intérêt soutenu pour l'évolution démographique, le souci de dépasser la politique partisane et ethnique, et une approche de l'histoire qui en apprécie la complexité plus que d'en juger les résultats. Ce n'est pas dire que ces livres sont similaires ni qu'ils sont sans failles, mais qu'ils